



La révolte contre l'injustice a été le premier moteur des engagements d'Ariane Estenne. La nouvelle présidente du Mouvement Ouvrier Chrétien est une jeune femme de trente-quatre ans particulièrement sensible au féminisme, consciente que les inégalités entre hommes et femmes sont encore très nombreuses. Ce qui fait sens, pour elle, est de redonner un horizon possible aux combats collectifs porteurs de solidarité.

Propos recueillis par Paul FRANCK

Ariane ESTENNE

« LA QUESTION DE L'INDIGNATION TRAVERSE MA VIE »

— Sur quelles bases repose votre engagement ?

— Les questions de l'indignation, du féminisme, de l'éducation permanente et de l'action collective. Ces quatre mots dessinent la cohérence de ce que je suis. Depuis que j'ai une mémoire, l'indignation traverse ma vie. Déjà, à l'école, ma première révolte concernait l'inégalité entre garçons et filles. Au cours des deux dernières années du secondaire, avec l'organisation *Défi Belgique Afrique*, j'ai participé au Burkina Faso à un chantier jeunesse qui a inscrit mon comportement dans un parcours militant. J'ai été assez choquée par la façon dont la coopération était perçue. Je me suis sentie embarquée dans un projet qui me semblait paternaliste, voire même raciste à certains égards. On n'était, par exemple, pas certains que ce pour quoi nous étions-là, c'est-à-dire la construction d'un micro barrage, allait perdurer. Il m'a semblé qu'il s'agissait plutôt d'un

programme occupationnel pour des jeunes Belges. En revenant ici, je n'étais plus la même. Cette expérience m'a permis de réorienter mes luttes sur le paysage belge.

— ... et vers des engagements sociétaux.

— En effet, j'ai décidé d'étudier les sciences politiques et

je me suis vraiment intéressée à la question féministe. Durant mon parcours universitaire, je me suis spécialisée dans les questions de genre et me suis informée sur toutes les théories existant à ce propos. À la fin de mes études, cherchant un lieu où je pouvais vivre cet intérêt, je me suis engagée à *Vie Féminine*. J'ai adoré cette façon d'envisager la manière de passer d'une théorie à des questions concrètes. Comment, de façon très pratique, changer la condition des femmes en milieu populaire ? J'y suis restée huit ans.

— Quels sont les dossiers que vous y avez traités ?

— J'ai d'abord travaillé au service d'études, puis à la coordination de *La caravane des femmes*, un projet inspiré par ce qui s'était passé au Maroc au moment où le pays changeait la « moudawana », le code de la famille. Les féministes marocaines se sont dit : « *C'est très bien, mais au fin fond des villages, comment faire connaître ce nouveau code ?* » Elles ont ainsi organisé une caravane pour aller informer les femmes. L'idée de mettre sur pied, en Belgique, une marche du même type est née de la visite d'une délégation de *Vie Féminine* au Maroc. Son but était d'informer les femmes d'ici sur leurs droits, qui sont les mêmes que ceux

des hommes, sans être toujours appliqués. Cette initiative interrogeait la manière dont les femmes peuvent participer activement à un projet social. Et comment, dans un mouvement institutionnel, s'ouvrir à un nouveau public. Je suis ensuite devenue secrétaire générale adjointe afin de porter toutes ces questions.

— Comment êtes-vous passée de l'indignation à un combat plus collectif ?

— J'ai très vite compris que, pour lutter contre l'injustice, il faut lutter collectivement. Il s'agit d'une construction politique. C'est un apprentissage acquis dans des combats militants au jour le jour, où l'on rencontre des personnes qui veulent que les choses changent et qui sont convaincues que tout est lié.

— Qu'est-ce qui fait sens pour vous ?

— Pour moi, la réponse est politique. Fait sens notre capacité de changer le monde là où l'on est, et de rendre ce monde plus égalitaire et plus juste. Mais, personnellement, je ne me pose pas cette question en ces termes. Je suis une personne qui, lorsqu'elle se lève chaque matin, a envie de se bouger. Le sens est donc assez intuitif. Je n'ai jamais de grands doutes existentiels. Je vois très bien le sens de ce que je fais et de ce que je voudrais faire, c'est assez naturel. *In fine*, le sens est la capacité de changer le monde pour l'améliorer. Constaté que l'on possède cette capacité d'action et que tout n'est pas déterminé conduit à se rendre compte que ce que l'on fait chaque jour est porteur de sens. Même des projets ambitieux, difficiles, ne me font pas trop peur. Si on se donne les moyens collectivement, tout est possible.

— Pourquoi le féminisme est-il souvent connoté négativement par des hommes, et même par des femmes ?

— Nous vivons dans un monde fort normé. Notre éducation nous fait intégrer bien des choses. Il n'y a normalement aucune raison que les femmes soient plus féministes que les hommes. Le féminisme n'est donc pas une chose naturelle que l'on vit par essence. Mais, tant pour les femmes que pour les hommes, cela dépend de l'éducation, de la manière dont chacun est construit et peut être amené à poser un regard sur des faits sociaux, qui, pour moi, sont toujours des rapports construits. La part de l'inné est, à mes yeux, assez réduite. Ce n'est pas parce qu'on est une femme qu'on est plus sensible à ces questions-là. D'autant que le système patriarcal impose aux femmes énormément de normes. Cela empêche un espace mental de se déga-

« Ce qui fait sens, pour moi, c'est notre capacité de changer le monde là où l'on est. »

ger pour penser. Répondre aux normes est plus facile que s'émanciper. L'émancipation est une grande chance et une grande libération, mais ce n'est pas un chemin facile.

— Certaines décisions politiques prennent aussi des chemins insidieux qui rendent les femmes socialement plus fragiles...

— Effectivement. Le combat n'est pas terminé et les droits ne sont pas définitivement acquis. Il faut continuer à lutter pour les défendre. Quand on voit aujourd'hui l'absence de droits des travailleurs, on a l'impression de revenir au XIX^e siècle. Dans l'histoire du féminisme, on parle de vagues. Il s'agit d'un phénomène cyclique : chaque vague produit des avancées, puis est suivie de retours de bâton qui, de manière récurrente, proclament que, maintenant, ça suffit ! Maintenant qu'elles peuvent voter, maintenant qu'elles sont en mesure de choisir leur maternité, que veulent-elles de plus ? Tandis que des choses s'améliorent, en même temps, d'autres refluent.

— À ce propos, pour vous, le mouvement "me too" constitue une avancée ?

— Tout à fait. Il fait prendre conscience que des femmes sont instrumentalisées, sujettes à des agressions sexuelles. Mais, en même temps, certains droits reculent, tels ceux liés à la sécurité sociale. Une autre cause d'indignation concerne les postes de pouvoir occupés par les femmes vis-à-vis desquels on est en droit de se poser des questions.

« L'éducation permanente doit permettre à chacun de s'émanciper de ses maîtres, de penser par soi-même. »

Il faut aussi prendre conscience de la force de réaction des hommes, même si cela ne concerne pas tous les hommes, bien entendu. Certains d'entre eux sont atteints d'une "crise de la masculinité" dès que les femmes acquièrent de nouveaux droits. Une crise qui, en réalité, a toujours existé comme contre-discours face à l'émancipation des femmes.

— Comment et pourquoi êtes-vous devenue présidente du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) ?

— *Vie Féminine* est l'une de ses composantes. C'est là que j'ai découvert l'éducation permanente, un domaine que j'ai progressivement appris à bien connaître. Quand Alda Greoli est devenue ministre, elle m'a demandé de travailler à ses côtés comme conseillère dans ce secteur. J'ai alors démissionné de *Vie Féminine*. Et lorsque la présidence du MOC a dû être renouvelée, mon nom a été cité, au vu de mes responsabilités en éducation permanente. Cette proposition m'a fortement intéressée, car le travail de transformation sociale dans un mouvement qui lutte pour plus d'égalité et de justice m'a toujours passionné.

— Quel plus le MOC peut-il apporter dans le combat social ?

— Le MOC est un objet hyper particulier. Il possède un noyau avec juste les travailleurs qui ne représentent pas l'ensemble de l'action et, au-delà, une enveloppe très large avec tous les membres de ses différentes organisations. Il faut réussir à mettre en mouvement cette tension-là. Comment, à partir de ce noyau, faire en sorte que l'on travaille avec tous les acteurs potentiels du mouvement. Les enjeux que nous vivons doivent être travaillés

avec le regard pluriel de toutes les organisations. Et le MOC me semble être le seul à pouvoir le faire.

— Comment renforcer l'éducation permanente, plus précisément en milieu populaire ?

— Pour moi, elle constitue vraiment un levier puissant pour transformer la société. Car cela touche tout le monde. Quand on parle d'éducation permanente, on est dans un travail culturel. La question est de savoir comment changer les mentalités. Il s'agit d'un travail de longue haleine, collectif et à moyen et long terme. L'éducation permanente doit permettre à chacun de s'émanciper de ses maîtres, de penser par soi-même. Le décret qui vient d'être réformé permet de travailler cela. Il invite les organisations à mener une auto-réflexion sur leurs actions. Comment, en tant qu'organisation, développer une pensée critique ?

— La militance dans les mouvements change. Certains s'en plaignent. Comment observez-vous ces transformations ?

— Les choses évoluent, et c'est bien. Les organisations doivent écouter ces nouvelles préoccupations. Les gens s'engagent autrement et pour des causes bien définies. Les réseaux sociaux changent aussi la donne, car ils permettent à chacun d'inviter à se mobiliser. Et je me rends compte qu'il y a beaucoup de mobilisations. Les gens ressortent dans la rue, pour le climat, pour l'accueil des réfugiés. La question qui se pose à nous, en tant qu'organisation, concerne la manière de se positionner face à cela. Comment pouvons-nous rencontrer ces préoccupations ? Si on propose des actions qui font sens par rapport aux besoins des personnes, et qui répondent à leurs contraintes organisationnelles, elles viennent. Par exemple, à *Vie Féminine*, la caravane du droit des femmes a déplacé des milliers de femmes. Cela nous demande d'être créatifs et de faire un gros boulot pour trouver la façon de proposer de s'engager. C'est ce qu'on voit aujourd'hui sur le climat.

— Certains disent qu'il n'y a plus de gauche, plus de droite. Vous partagez cette lecture ?

— Moi, je vois que les travailleurs ont des droits, qu'il existe une sécurité sociale et des services publics. À partir de cela, on peut parler de gauche et de droite. Si on défend les services publics, la sécurité sociale et le droit des travailleurs, on peut penser que ce sont des idées de gauche. Les détricoter est une politique de droite. Si je devais définir ce qui fait société avec des gens qui partagent des cultures différentes, je parlerais de solidarité, qui est la base de toute communauté.

— Selon vous, comment réenchanter le monde, sortir du tout argent ? Est-il possible d'avoir des projets qui tiennent compte de l'homme et le remettent au centre ?

— Redonner des horizons, voilà ce qui manque actuellement. La gauche peut être porteuse d'un tel projet. Fixer des horizons pour voir où l'on veut aller est de notre responsabilité. Aujourd'hui, les gens qui voient clairement où ils vont nous font peur. Notre tâche est de proposer des projets globaux basés sur des valeurs telles que la solidarité et la justice sociale. Par exemple, l'individualisation des droits pourrait être un projet commun du MOC. « M » pour mouvement, c'est-à-dire dire bouger, ne pas être figé. « O » pour ouvrier, ce qui impose de marquer son ancrage dans une lutte ouvrière, défendre l'émancipation des personnes les plus précaires. « C » pour chrétien, un héritage d'une façon de mobiliser les personnes en partant d'elles-mêmes plutôt que de la tête. ■